

Regroupements et fêtes en ces temps de pandémie

LA CRAINTE DES SPÉCIALISTES

Page 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7021 - SAMEDI 19 JUIN 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

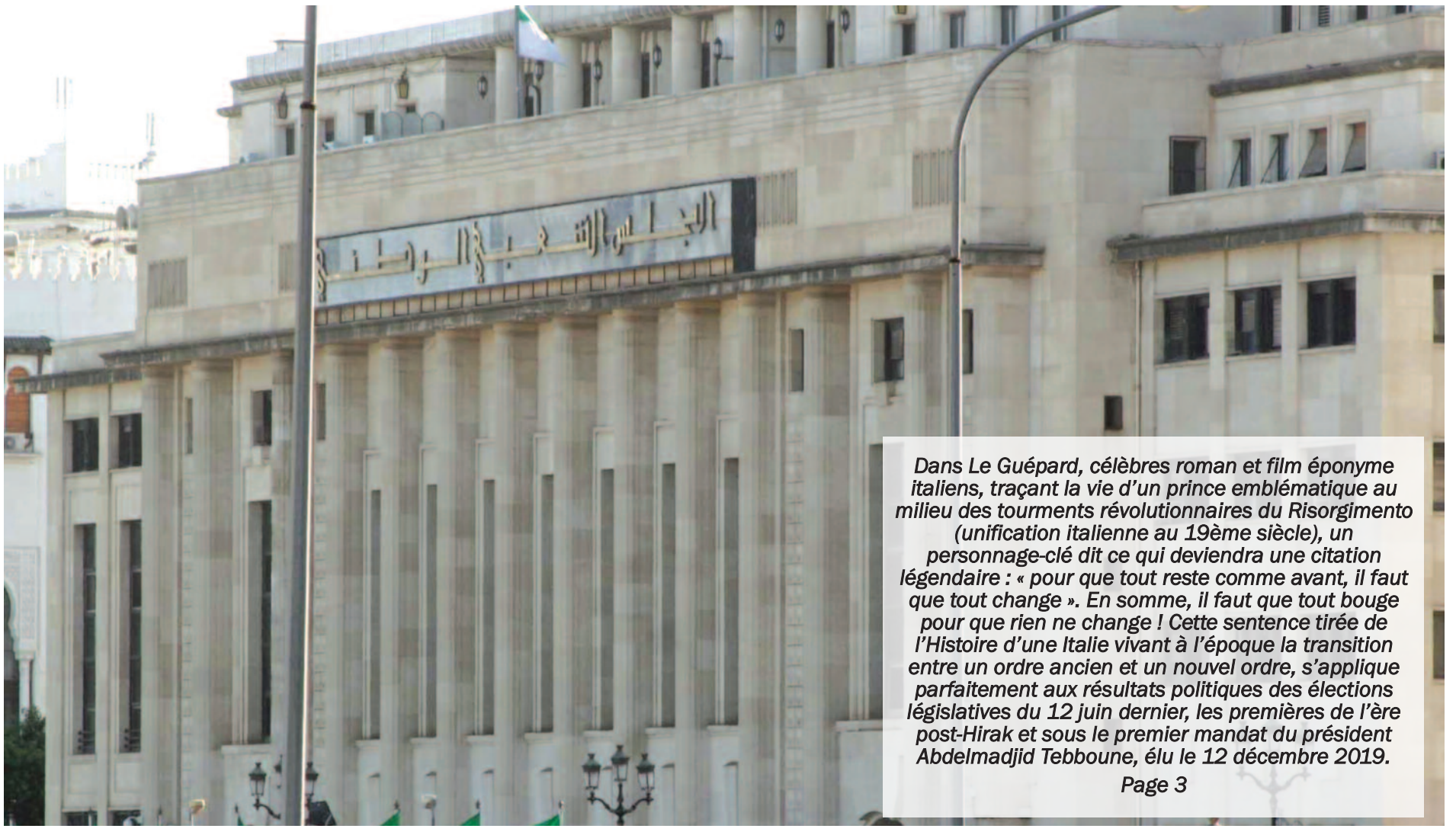
Coronavirus en Algérie

379 nouveaux cas, 262 guérisons et 10 décès

Page 5

ABSTENTION RECORD, MOSAÏQUE DE PARTIS ET RETOUR DE L'EX-ALLIANCE PRÉSIDENTIELLE

VERS UNE APN MORCELÉE ET SANS MAJORITÉ FORTE



Dans Le Guépard, célèbres roman et film éponyme italiens, traçant la vie d'un prince emblématique au milieu des tourments révolutionnaires du Risorgimento (unification italienne au 19ème siècle), un personnage-clé dit ce qui deviendra une citation légendaire : « pour que tout reste comme avant, il faut que tout change ». En somme, il faut que tout bouge pour que rien ne change ! Cette sentence tirée de l'Histoire d'une Italie vivant à l'époque la transition entre un ordre ancien et un nouvel ordre, s'applique parfaitement aux résultats politiques des élections législatives du 12 juin dernier, les premières de l'ère post-Hirak et sous le premier mandat du président Abdelmadjid Tebboune, élu le 12 décembre 2019.

Page 3

PERMANISATION DES TRAVAILLEURS DE SIDER EL-HADJAR

Le syndicat monte au créneau

Page 4

LOUISA HANOUNE :

«Les résultats du scrutin aggraveront la crise»

Page 2

CONFÉRENCE NATIONALE DES ÉLUS FFS

L'appel à un dialogue national inclusif réaffirmé

Page 2

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

CONFÉRENCE NATIONALE DES ÉLUS FFS

L'APPEL À UN DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF RÉAFFIRMÉ

Le Front des Forces socialistes n'a pas raté hier l'occasion d'un rendrez vous organique avec ses élus à Souk El Tenine (Bejaia) pour revenir sur les dernières élections législatives anticipées et sa lecture des résultats obtenus à l'issue de ce vote.



Dans son allocution, le Premier secrétaire du parti, Youcef Ouchiche a souligné à l'adresse de ses élus que dans notre pays « où tout est fait pour pervertir la fonction de l'élu du peuple et réduire son rôle dans la société», estimant que ceux du FFS font l'exception, «car vous n'êtes ni le produit de la fraude ni celui de la chekara et vous n'êtes redevable que devant votre patrie, vos concitoyens et votre parti.» dira t-il.

Après avoir rappelé les conditions d'exercice de la fonction d'élu au sein des APC et APW, avec la baisse drastique des dotations budgétaires, les entraves bureaucratiques, le manque de prérogatives, les pressions et l'acharnement administratif et judicaire, le responsable du FFS a indiqué que malgré toutes ces entraves et difficultés, «vous accomplissez vos missions avec courage et honneur. Etre au plus près de nos concitoyens, partager leurs souffrances et leurs combats, les accompagner et répondre un temps soit peu à leurs attentes et partager leurs espoirs, c'est le socle sur lequel est fondé notre parti. C'est dans cette optique que notre présence dans les assemblées locales trouve tout son sens. Et c'est pour cette raison que notre parti a toujours fait de sa présence dans les assemblées locales un axe stratégique».

Sur les législatives du 12 juin et le fort taux d'abstention, Ouchiche a souligné la «logique du passage en force et le refus absolu de toute solution politique en mesure d'ouvrir de nouveaux horizons pour le pays ont conduit, sans surprise, à un nouvel échec et une nouvelle désaffection populaire», ajoutant que «les Algériennes et les Algériens ont, dans leur écrasante majorité, tourné le dos à ce scrutin, assénant un coup dur pour le pouvoir qui ne cesse de se vanter et de s'efforcer à défendre, auprès de l'opinion nationale et internationale, la réussite et le bien fondé de sa feuille de route».

Pour le Premier Secrétaire du vieux parti de l'opposition, «le verdict populaire est sans appel : il traduit sans ambigüité, un rejet catégorique du système et de sa feuille de route politique et institutionnelle unilatérale et exprime clairement une aspiration populaire profonde et inébranlable pour le changement et l'instauration d'un Etat de droit démocratique et social dans le pays». «Toute autre lecture ou justification de cette abstention massive n'est que forfaiture et fuite en avant qui ne fera que nous éloigner davantage de la solution politique et creuser encore plus, le fossé, déjà important, qui sépare le peuple de ses dirigeants» a t-il ajouté.

Pour le FFS, la crise en Algérie est une crise politique de fond qui nécessite une solution politique et non pas des réaménagements juridique et institutionnelle en vue de maintenir ou de restaurer l'ordre autoritaire. «Persister dans cette logique en s'accrochant à un système en imposant une nouvelle façade institutionnelle ne peut relever au mieux d'un manque criard de décernement, d'absence de vision, d'une cécité politique, au pire de l'irresponsabilité qui aura inévitablement de lourdes conséquences sur le pays, sa stabilité et sa cohésion» estime encore Ouchiche. Craignant l'aggravation de la crise et le risque du pourrissement, le premier responsable du parti appelle à « l'ouverture sans tarder d'un dialogue national inclusif en mesure d'engager le pays sur le chemin de la construction d'un projet politique, capable de consacrer la souveraineté populaire et nationale et renforcer l'unité, l'intégrité territoriale et la cohésion de notre nation».

«Il n'y a pas de mal de s'arrêter pour un moment, observer une halte, faire sans mea culpa et tirer les leçons des échecs à répétition que le pouvoir fait subir au pays» a souligné Ouchiche, ajoutant que notre « pays a besoin de perspectives réelles et réalistes en mesure de lui ouvrir les voies du changement apaisé, graduel et négocié. Nos concitoyens ne demandent que leur droit d'avoir des droits. Ils veulent disposer librement et démocratiquement de leur présent et de leur avenir. Donnons-leur la chance de s'organiser pour construire le changement.» Pour le FFS, seule une solution politique globale et démocratique permettra l'avènement d'institutions légitimes, stables et pérennes capables de mobiliser, pour faire face aux défis économiques et sociaux et mettre en échec toutes les stratégies mettant en cause notre intégrité territoriale et notre souveraineté nationale.

Pour rappel, les travaux de cette conférence nationale des élus FFS dureront trois jours.

Mohamed Kouini

Louisa Hanoune : «Les résultats du scrutin aggraveront la crise»

LES RÉSULTATS du scrutin du 12 juin continuent à susciter les réactions de la classe politique, y compris l'opposition ayant boycotté ce rendez-vous électoral. Ainsi, le Parti des travailleurs (PT) de Louisa Hanoune estime qu'à l'issue de ces législatives, «la majorité a réitéré son refus absolu» de cette situation et «son attachement au départ du système», espérant pouvoir exercer sa souveraineté.

Lors d'une session ordinaire du bureau politique du parti, tenue hier à Alger, la SG du PT a considéré que ces résultats «vont accentuer la crise politique» en produisant des institutions de plus en plus «précaires».

«Ce constat se confirme à travers le boycott massif du rendez-vous électoral et reflète l'esprit révolutionnaire chez la majorité, d'autant qu'aucun parti, encore moins les listes indépendantes, n'ont vaincu, mais c'est plutôt la majorité qui a vaincu en silence», a indiqué la secrétaire générale du PT. La patronne du PT a tiré à boulets rouges sur les analystes qui, en livrant une lecture sur l'avenir du paysage politique national, ont critiqué la position de ceux qui ont boycotté les législatives de 2021. Selon elle, il s'agit d'»une contre-révolution et une attaque rétrograde à l'encontre de la révolution du 22 février 2019». «Un groupe de ceux appelés analystes politiques émettent des fetwas et des jugements politiques par médias audiovisuels interposés, afin de défendre le régime (…). Ces derniers donnent des ordres aux partis politiques qui n'ont pas participé au scrutin pour qu'ils revoient leur politique et leur idéologie au risque de disparaître», s'est-elle indignée.

Louisa Hanoune, lors de cette sortie médiatique, a également mis l'accent sur le taux de participation aux législatives tenues il y a semaine, estimant qu'il définit la nature de la relation entre la majorité et le pouvoir dirigeant ainsi qu'avec les institutions élues. Une majorité qui donne ou retire la légitimité et la crédibilité à ces institutions et, par ricochet, l'habilité politique de représenter le peuple, a-t-elle poursuivi. «Selon les chiffres officiels, la prochaine Assemblée populaire nationale a été élue par 18,84% du corps électoral, donnant ainsi un taux d'abstention de 77%, alors que les bulletins nuls sont estimés à 1 016 000 voix», a fait observer Mme Hanoune.

Concernant la représentation féminine à la première législature après le Hirak du 22 février, la SG du PTa fait savoir que celle-ci a reculé de 9% suite à la nature du nouveau mode de scrutin «discriminatoire et dégradant». De même, elle a rappelé les témoignages des candidats participants aux législatives, lesquels ont affirmé que l'argent avait joué «un rôle principal» lors de la campagne électorale et lors des résultats, contrairement aux déclarations des responsables de l'opération électorale.

Selon la secrétaire générale, le PT, en boycottant ces législatives, a choisi «le camp de la majorité révoltée», rappelant, dans la foulée, la grogne de la classe ouvrière et les mouvements de protestation des jeunes ayant marqué les derniers mois avant ces échéances. «Les résultats du scrutin du 12 juin, notamment le taux de participation, confirme que ces élections vont aggraver et accélérer sans doute la crise et la précarité des institutions, car elles expriment le refus clair et absolu, par la majorité, du régime et de sa politique et ses institutions», a-t-elle soutenu, ajoutant que les priorités de cette majorité en colère sont d'ordre «social et démocratique».

Louisa Hanoune a également souligné la vision traditionnelle de sa formation politique, suggérant que l'issue à la situation politique actuelle réside dans la tenue d'»une Assemblée constituante nationale», seul mécanisme, à ses yeux, à même de permettre au peuple d'exercer sa souveraineté.

En tout cas, le bureau politique du PT entend, à travers cette session ordinaire, définir la «responsabilité» du parti et ses actions à l'avenir à l'aune de la situation qui prévaut et du constat soulevé par les congressistes.

A. Mehdid

ABSTENTION RECORD, MOSAÏQUE DE PARTIS ET RETOUR DE L'EX-ALLIANCE PRÉSIDENTIELLE

VERS UNE APN MORCELÉE ET SANS MAJORITÉ FORTE

Dans Le Guépard, célèbres roman et film éponyme italiens, traçant la vie d'un prince emblématique au milieu des tourments révolutionnaires du Risorgimento (unification italienne au 19ème siècle), un personnage-clé dit ce qui deviendra une citation légendaire : «pour que tout reste comme avant, il faut que tout change». En somme, il faut que tout bouge pour que rien ne change ! Cette sentence tirée de l'Histoire d'une Italie vivant à l'époque la transition entre un ordre ancien et un nouvel ordre, s'applique parfaitement aux résultats politiques des élections législatives du 12 juin dernier, les premières de l'ère post-Hirak et sous le premier mandat du président Abdelmadjid Tebboune, élu le 12 décembre 2019.



On croyait l'ancienne Alliance Présidentielle composée du FLN, de son avatar organique le RND et de la version algérienne des Frères Musulmans le MSP, morte et bel et bien enterrée du fait du Hirak, et la voilà électoralement ressuscitée ! Une résurgence certes encouragée par le taux d'abstention record, mais qui n'est pas en soi si étonnante que ça. En dépit de l'irruption significative des «Indépendants», qui raflent la seconde place en termes de sièges additionnés, la nouvelle architecture parlementaire de l'Assemblée populaire nationale (APN) est finalement conforme à la sociologie politique algérienne et à la culture du vote légaliste dans le pays. On vote en Algérie, peu ou prou, depuis l'Indépendance, pour les forces et les candidats qui symbolisent le pouvoir établi, à l'exception de la parenthèse ouverte par l'expérience du Front islamique du salut (FIS). Une vérité historique, une réalité politique et un phénomène électoral.

Comme en 2017, 2012, 2007 et 2002, l'ex-parti unique FLN reste la première formation à l'APN malgré son net recul en nombre de sièges, ce qui l'amènerait, comme lors des précédentes consultations, à négocier la mise en place d'une coalition devant composer la future majorité. Au vu des résultats préliminaires fournis par l'Agence nationale indépendante des élections (ANIE), les anciens partenaires de la défunte Alliance présidentielle bouteflikienne, respectivement première, troisième et quatrième forces dans l'Hémicycle, pourraient constituer à eux seuls la prochaine majorité, sans être pour autant obligés de parlementer avec les «Indépendants» (78 sièges). A moins d'une mésentente politique sans issue. Avec 105, 64 et 57 sièges, le FLN, le MSP et le RND cumuleraient en effet 226 sièges, soit largement plus que la moitié des 407 qui constituent l'actuelle APN.

Cette question de la future majorité constitue l'inconnue politique des prochains jours. On se demande par conséquent si les futurs partenaires de la prochaine majorité à l'Assemblée nationale pourraient s'entendre pour peser sur le choix du futur gouvernement qui sera issu, d'une manière ou d'une autre, d'une APN constituée d'une mosaïque de treize partis, plus les «Indépendants». Dans la nouvelle configuration, on retrouve, outre le trio FLN-MSP-RND, dix autres formations sans ancrage électoral et sans audience politique réelle, certaines d'entre elles étant de parfaits inconnues, car de création récente. Face au FLN-MSP-RND, outre les partis d'Abdelaziz Bélaid et d'Abdelkader Bengrina, les deux anciens candidats à l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, on retrouve des particules organiques ayant obtenu trois, deux ou un seul siège. Huit petites formations totalisent seulement quinze sièges, alors que les partis de Bélaid et Bengrina comptent respectivement 48 et 40 sièges. On voit donc bien que les chiffres officiels mais non encore consolidés de l'ANIE dessinent déjà une nouvelle assemblée sans parti dominant et sans courant politique fort, encore moins hégémoniques.

En Algérie, les catégories politiques en cours ailleurs, comme de définir les partis en formations de gauche, de droite, de centre-gauche, de centre-droite et d'extrême-droite, ou encore en libéraux et conservateurs, ne sont pas tout à fait applicables à la réalité politique du pays. Tout au plus pourrait-on classer les uns et les autres en partis nationalistes ou islamistes, plus ou moins libéraux dans le domaine économique et tous conservateurs ou réactionnaires du point de vue sociétal. En tout cas, tous démagogiques et populistes. Bref, des partis-fourre-tout, opportunistes à souhait et clientélistes certainement. Le plus souvent sans programmes politiques clairs, sauf à soutenir le pouvoir en place ou à s'opposer de quelque façon que ce soit à lui.

Bien malin celui qui parviendrait à définir aujourd'hui, avec une certaine précision, le FLN de l'avocat Baâdji Abou El Fadl, le RND de Tayeb Zitouni, El Bina de Abdelkader Bengrina et le Front El Mostakbal d'Abdelaziz Bélaid, pourtant des partis un peu familiers dans le paysage politique. Encore moins les illustres inconnus que sont le PLJ, le Parti de la liberté et de la justice, le FAN, alias le Front de l'Algérie nouvelle, ou encore El Karama (la dignité), El Fajr El Jadid (aube nouvelle) et le FBG, le Front de la bonne gouvernance. Des comètes surgies du néant galactique ou encore des OPNI, des objets politiques non identifiés mais électoralement récompensés !

Nadji Azzouz

Le temps des alliances

EN DÉPIT d'une abstention inédite, les chefs des partis vainqueurs des élections législatives du 12 juin, se sont félicités du résultat et n'ont pas écarté la probabilité d'alliance avec d'autres partis ou d'entrer au gouvernement.

Ce scrutin, boudé par les trois quarts des électeurs soit 77%, a consacré la première formation du Parlement sortant, le Front de libération nationale (FLN), la «première force politique au Parlement», selon son Secrétaire général, Abou El Fadhl Baadji, qui a signalé que «ceux qui rêvaient de mettre le parti au musée sont complètement abasourdis».

Le chef du FLN, dont la candidature avait été rejetée parce qu'il n'aurait pas «répondu à sa convocation pour le service militaire», a refusé de parler d'alliance avec d'autres partis tant que les résultats ne sont pas définitifs, mais il a annoncé que des élus des listes indépendantes avaient demandé à rejoindre son parti.

Le FLN enregistre un important recul en nombre de sièges, avec 56 sièges perdus, selon les premiers chiffres officiels annoncés mardi par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Quant au Mouvement de la société pour la paix (MSP), classé en troisième position de ces élections après un groupe disparate d'indépendants, ces «résultats sont historiques», puisque le parti enregistre une avancée en gagnant 34 sièges.

Le chef du parti islamiste, Abderrazak Makri, qui a regretté de ne pas avoir obtenu la majorité pour mettre en œuvre «des mesures de pacification», comme «la libération des détenus d'opinion, la liberté d'expression, l'indépendance de la justice et la liberté d'association», a affirmé néanmoins que sa formation politique est prête à examiner toute proposition de participer au prochain gouvernement. Il convient de noter que le MSP a participé sans interruption aux gouvernements de 1996 à 2011.

L'allié traditionnel du FLN au sein de la coalition présidentielle soutenant le président déchu Abdelaziz Bouteflika, le Rassemblement national démocratique (RND), a été maintenu au-devant de la scène politique et parlementaire grâce aux 57 sièges obtenus, selon son secrétaire général Tayeb Zitouni.

M. Zitouni a affirmé que son parti peut «travailler au sein d'une coalition qui aidera à booster l'économie algérienne et sortir le pays de la crise économique qu'il traverse», mais la décision, précise-t-il, revient au président de la République dans la constitution du prochain gouvernement.

Dans une configuration pareille, avec un parlement hétéroclite, sans possibilité d'avoir un consensus rapide et urgent, la mission de désigner un Premier ministre pour exécuter le programme du président de la République, s'annonce très rude, alors que le pays est confronté à une grave crise politique, économique et sociale. Plusieurs observateurs tablent sur l'actuel, Abdelaziz Djerad, pour la formation d'un nouveau gouvernement, avant des élections locales en automne.

Mohamed Mecelti

BADR BANQUE

Des indices encourageants au niveau des guichets de la finance islamique

LES GUICHETS de la finance islamique ouverts au niveau des agences de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) à travers six wilayas du pays ont enregistré des «indices encourageants», a indiqué jeudi à Djelfa, le Directeur général de cet établissement financier, Mohand Bourai. La stratégie de la BADR dans le lancement des prestations de la finance islamique, mise en œuvre depuis moins d'un mois, a démontré, à ce jour, des +indices forts encourageants+, a déclaré M. Bourai, en marge de l'ouverture d'un guichet de la finance islamique au niveau de l'agence BADR de Djelfa, 7eme du genre à l'échelle nationale. Il a fait part du constat d'une «importante affluence de citoyens pour s'enquérir de ces nouvelles prestations et qui ont exprimé le souhait d'intégrer ce nouveau mode de financement et de bénéficier des prestations qu'il offre», a-t-il souligné. Plus de 350 clients ont intégré ce mode de financement au niveau de la BADR, depuis le lancement de cette opération et plus de 500 millions de DA représente la somme globale déposée en comptes épargne et comptes bancaires courant», a précisé le DG de la Badr.
Il a ajouté que la banque œuvre, actuellement, à la généralisation de cette prestation (finance islamique), en vue d'atteindre les objectifs fixés portant sur l'ouverture de guichets dans la totalité des wilayas, avant la fin de cette année 2021. Mohand Bourai a rappelé, à l'occasion, les prestations offertes par la finance islamique qui propose un bouquet de 14 produits, en conformité avec les préceptes de la Chariaà islamique, dont six relatifs aux comptes courants et aux comptes épargne et les huit autres destinés au financement de projets d'investissement, des besoins d'exploitation et des opérations d'exportation dans tous les secteurs, notamment l'agriculture et l'industrie de transformation».
Après avoir procédé à l'ouverture officielle de ce guichet de la finance islamique, par la remise d'un livret épargne à l'un des clients, le DG de la BADR a effectué une inspection de différentes agences locales de la wilaya, et écouté les préoccupations des employés à qui il a donné des orientations sur le rendement, la formation et pour une meilleure prise en charge des clients de la banque.

M. B.

PERMANISATION DES TRAVAILLEURS DE SIDER EL-HADJAR

Le syndicat monte au créneau

Le dossier de permanisation d'environ 2 000 travailleurs du complexe sidérurgique d'El-Hadjar risque de connaître encore des retards à cause de faux diplômes relevés dans les dossiers de plusieurs candidats à la titularisation.



La direction générale de l'entreprise sidérurgique d'El-Hadjar a relevé des cas de fraude dans les dossiers de plusieurs sidérurgistes contractuels. Elle avait, par conséquent, sommé les intéressés à faire valider leurs diplômes auprès des universités et des centres d'apprentissage ayant délivré lesdits diplômes.
Depuis le début du mois en cours, l'administration de Sider El-Hadjar a traité plus de 1 600 dossiers de contractuels CTA et CDI afin de procéder à leur confirmation dans les postes occupés. Cette opération tant attendue, placée sous la houlette de Djamila Labiod, présidente du conseil d'administration de Sider El-Hadjar, a été accueillie dans la joie par les centaines de travailleurs concernés. Ces travailleurs sont devenus de vrais sidérurgistes au fil du temps et aucun n'a commis de fautes professionnelles dans les missions qui lui avaient été attribuées. Mais, malheureusement, une affaire de faux diplômes et attestations a été relevée.
A l'heure actuelle, les concernés par cette affaire ont reçu chacun une lettre de fin de contrat s'ils ne ramènent pas leur diplôme ou leur attestation dûment signé et légalisé par les instances qui l'ont délivré. Selon des sidérurgistes contractuels concernés par la titularisation rencontrés par le Jeune Indépendant, «l'administration de Sider El-Hadjar nous a promis que si l'on signait la correspondance de fin d'emploi, il n'y aurait pas de poursuite judiciaire contre nous.
Dans le cas contraire, la justice sera saisie pour constitution de faux dossier. Pour l'instant, chacun de nous doit se déplacer vers les universités et les centres professionnels en vue de légaliser son diplôme, si le diplôme est vrai bien sûr», se sont-ils plaints. Le secrétaire général du syndicat d'entreprise, Azzedine Messaoud, peu enclin à cette affaire de faux diplômes, a déclaré jeudi dernier à la presse : «L'étude du dossier des CTA/CDD remonte à plus de quatre mois. Il s'agit d'ouvriers recrutés pour renforcer les capacités de l'usine sidérurgique. Des travailleurs qui ont exercé depuis des années et connaissent tous les rouages de l'entreprise, et aujourd'hui, on nous sort l'affaire des faux diplômes.» Il a accusé les dirigeants du complexe sidérurgique d'avoir une «attitude négative» et de «ne pas écouter le partenaire social».
Il a promis que son syndicat allait monter en force pour être une «force revendicative».
Le syndicaliste a sollicité des dirigeants du groupe de Sider la révision de la convention collective datant de 2014 ainsi que celle «des conditions lamentables des travailleurs activant dans certaines zones de pénibilité». Il s'est interrogé :»Comment expliquer qu'une personne qui passe son temps dans un bureau douillet soit payé deux fois plus qu'un travailleur exposé à tous les risques ?»
Pour la première fois, depuis de longues années, un son contraire à la gestion des responsables du complexe sidérurgique sort de la bouche d'un syndicaliste. Mais laissera-t-on Azzedine Messaoud continuer de défendre au moins la pénibilité du sidérurgiste du complexe sidérurgique d'El-Hadjar, surtout que celui-ci ne souffre plus d'une situation financière catastrophique.

Nabil Chaoui

SONELGAZ BÉJAÏA

Des investissements pour garantir de l'énergie en permanence

DES PROGRAMMES de renforcement et d'entretien des réseaux électriques sont menés, en permanence, et accentuées ces dernières semaines en prévision de la période estivale ou la demande en énergie double par rapport aux autres périodes l'année. «La demande en énergie électrique est en constante croissance, cela est constaté chaque année, notamment en période estivale ou la consommation de l'énergie électrique atteint des pics importants», a souligné la cellule de communication de la concession de distribution de l'électricité et du gaz de Béjaïa dans un communiqué de presse qui nous été transmis. Et d'ajouter à ce propos : «devant cet état de fait, la Sadeg déploie des efforts considérables et continuellement, en matière de renforcement de ses réseaux électriques afin de répondre à une demande en perpétuelle évolution». Pour se faire, la Sadeg a relancé le programme d'entretien de ses réseaux électriques à travers tout le territoire de la wilaya, nommé SIANA et ce depuis le début de l'année. Plusieurs opérations ont été effectuées dans le cadre de ce programme à savoir ; remplacement de 109 isolateurs, remplacement de 35 conducteurs électriques, redressement de 08 supports inclinés et l'élagage dans 180 points, etc.
Et pour mieux desservir ses clients, la société de distribution de l'électricité et du gaz de Béjaïa a investi cette année plus de 10 milliards de centimes afin d'assurer un passage d'été satisfaisant en matière de la desserte énergétique. Ces investissements se résument en la réalisation de 15 postes transformateurs pour un physique de 17 KM. Ces derniers se sont rajoutés aux 2900 postes déjà existants, 06 opérations de réhabilitation des réseaux vétustes pour un physique de 8 KM rajouter à cela les 11 départs créés en lignes aériennes pour un physique de 4 km. «Et dépit de tous les investissements réalisés par notre société dans le but d'assurer une bonne qualité et continuité de service, cela demeurera insuffisant si nos clients continueront à consommer cette précieuse énergie de façon irrationnelle d'où la multiplication de nos actions de sensibilisation cette année». Dans cette optique, qu'un appel a été lancé à tous nos clients afin de «modérer leur consommation en énergie électrique pour permettre à la fois d'alléger leurs factures de consommation et de passer un été sans perturbations». Cependant, pour garantir un passage été sans perturbations, des mesures portant sur le renforcement de son dispositif d'intervention en moyens humain et matériels. Pas moins de 117 agents devaient assurer l'astreinte 7j/7j et 24h/24h en sus du centre de contact 33-03 qui, à son tour reçoit également les appels de nos clients 7j/7j et 24h/24h», rassure-t-on.

N. Bensalem

DÉPLACEMENTS, REGROUPEMENTS ET FÊTES EN CES TEMPS DE CORONAVIRUS

La crainte des spécialistes

Avec une courbe ascendante des contaminations quotidiennes au coronavirus, la situation sanitaire demeure toujours inquiétante. La raison principale de cette recrudescence des contaminations reste le non- respect des mesures préventives, ce qui peut rendre la situation plus compliquée les jours à venir.



Depuis plusieurs semaines, le nombre de contaminations ne baisse pas. Les structures hospitalières sont de plus en plus sollicitées, avec des malades nécessitant souvent une hospitalisation. Des spécialistes n'hésitent pas à mettre en garde contre les conséquences du laisser-aller d'une bonne partie de la population qui a banni les gestes barrière de leur quotidien.

Dans les marchés et magasins, dans les transports en commun et dans la rue, il est rare de croiser une personne portant un masque de protection. Le retour des regroupements familiaux et l'organisation des fêtes dans les maisons, sachant que les salles des fêtes sont toujours fermées, font ressurgir de nouveaux foyers de contamination. Des spécialistes confirment en effet que des clusters familiaux se créent.

«La situation épidémiologique actuelle est inquiétante. Elle peut devenir dangereuse dans le cas où un relâchement dans le respect des gestes barrière persiste», a mis en garde le docteur Mohamed Melhag, chercheur en virologie. Dans sa déclaration à la radio régionale de Sétif, il a affirmé que «si l'on continue avec cette cadence, il va y avoir une augmentation des contaminations au coronavirus les jours et les semaines à venir», soulignant la nécessité d'une vaccination de masse et le respect des gestes barrière. Selon lui, la crainte est pour les jours à venir. «Chercheurs et spécialistes appréhendons les jours à venir, caractérisés par les déplacements, les regroupements, les fêtes…», a-t-il précisé.

Signalant le fait que le virus va encore vivre avec nous des années durant, comme c'est le cas pour d'autres virus, à l'instar de celui de la grippe, le spécialiste n'écarte pas l'apparition d'autres variants de ce virus, comme le britannique et l'indien. La seule solution, selon lui, est de recourir à la vaccination de masse afin d'atteindre l'immunité collective. Il a tenu à relever l'absence d'une étude déterminant le niveau d'immunité chez les Algériens acquise en réponse au virus. Il a, par ailleurs, rassuré quant à l'efficacité des vaccins administrés en Algérie, lesquels, a-t-il souligné, sont efficaces et sûrs.

Selon lui, seule la vaccination pourrait freiner cette courbe ascendante des contaminations. Preuve en est le lancement de la vaccination de masse avec l'installation des vaccinodromes pour vacciner le maximum de personnes.

Pour ce faire, de nouvelles doses de vaccin vont être reçues prochainement par l'Algérie. Un total de 2,5 millions de doses de vaccin (Spoutnik V, AstraZeneca, Sinovac) est attendu pour la première semaine du mois de juillet. Les Algériens, dont certains ont une appréhension du vaccin, sont donc appelés à se faire vacciner contre le coronavirus, surtout qu'il est en passe de devenir nécessaire pour avoir accès à des lieux accueillant du public en Algérie. Le comité scientifique débat, en effet, de la question de l'instauration du pass sanitaire.

Lilia Aït Akli

379 nouveaux cas, 262 guérisons et 10 décès ces dernières 24 heures

TROIS cent soixante dix-neuf nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 262 guérisons et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé vendredi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué. Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 135.219, dont les 379 cas nouveaux enregistrés durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.615 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 94 093 cas, précise le communiqué. Par ailleurs, 23 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 17 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas durant les dernières 24 heures, 22 autres ont enregistré entre 1 et 9 cas et 9 wilayas ont enregistré plus de dix cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

M. D.

SELON L'OMS

Des dizaines de pays incapables de continuer à vacciner faute de doses

DES DIZAINES de pays sont incapables d'administrer la seconde dose de vaccins anti-Covid, faute de doses suffisantes, ce qui risque de déstabiliser durablement les campagnes vaccinales, a mis en garde l'OMS vendredi.

«Nous avons un énorme nombre de pays qui ont dû suspendre leur campagne de vaccination pour la seconde dose -30 ou 40 pays- qui auraient pu recevoir des secondes doses d'AstraZeneca par exemple et qui ne sont pas en mesure de le faire», a affirmé le docteur Bruce Aylward, chargé à l'OMS de superviser le système de distribution international Covax.

«L'interval (entre les deux injections) est maintenant plus long que ce que nous aimerions», a-t-il mis en garde, expliquant que Covax était en négociations directes avec AstraZeneca mais aussi le Serum Institute of India, qui doit fabriquer l'essentiel des doses pour covax, mais dont la production est interdite d'exportation face à l'urgence des besoins en Inde même. Un intervalle trop long entre deux doses peut faciliter l'émergence de variants plus dangereux ou contagieux.

Selon M. Aylward, ces pays se trouvent particulièrement en Afrique sub-saharienne, mais aussi en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Asie du sud, notamment les voisins de l'Inde comme le Népal ou encore le Sri Lanka, qui doivent affronter une sévère vague d'infections.Pour l'instant, les partenaires de Covax essayent d'accéder à un maximum de doses qui sont cruciales pour la période de juin à septembre. Il a noté que les Etats-Unis avaient promis 80 millions de doses pour la période de juin-juillet, mais l'essentiel du milliard de doses promis par le G7 ne seront disponibles que plus tard dans l'année et surtout en 2022.

«Les dons sont une solution à court terme face à un marché très imparfait où seuls les pays qui ont les moyens ou produisent des vaccins y ont accès», a-t-il rappelé.

Le docteur Aylward a tenu à souligner l'effet délétère de ces à coups sur la confiance des populations dans la vaccination.»Quand on force des pays avec des systèmes moins robustes d'interrompre, de réorganiser, de rediriger leur programme» ont rend «très difficile la mobilisation de la population, a souligné le docteur Aylward.

«Nous l'entendons souvent de la part des responsables politiques qui souhaite vivement mobiliser leur population mais qui craignent de le faire prématurément parce que les doses n'ont as été livrées», a-t-il insisté.

Au 17 juin, le système Covax avait fourni seulement 88 millions de doses dans 131 pays, bien en-deçà de ce qui était initialement prévu.

M. D.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un programme pour valoriser l'effort scientifique en matière d'innovation

LE MINISTÈRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a élaboré un programme stratégique pour la valorisation de l'effort scientifique, l'esprit d'initiative et de compétition en matière d'innovation, de création et de renouveau dans tous les domaines, a affirmé jeudi le premier responsable du secteur Abdelbaki Benziane. «La stratégie du secteur vise à faire de l'Université algérienne un centre de rayonnement scientifique et culturel pour développer sa vision future et améliorer les voies devant lui permettre de remplir convenablement ses missions en matière de formation, de recherche au service de la société et relever les défis auxquels fait face notre pays», a indiqué le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans une allocution diffusée par visioconférence à l'occasion de la clôture du concours national «Fikra», initiative du club «Phoenix» de l'Ecole supérieure de génie électrique et énergétique d'Oran.

Abdelbaki Benziane a mis l'accent sur l'importance de telles initiatives, oeuvres d'étudiants, ayant créé un climat de compétition qui se distingue par une originalité quant à la manière de poser les idées, rappelant que ce concours a germé avec 120 idées pour sélectionner 30 et retenir sept projets pour la phase des demi-finales, avant que le choix ne soit porté sur les trois premiers innovants. Le ministre a appelé les auteurs des idées couronnées de succès et qui ont eu le label «Fikra» à plus d'efforts pour les matérialiser dans les faits en projets, lesquels doivent servir la société, et de travailler d'arrache-pied pour créer un esprit d'innovation et de compétition, donner un élan au développement scientifique et technologique et améliorer le classement de l'Algérie dans le domaine des innovations et des brevets d'invention au niveau local et à l'échelle internationale.

M.Benziane a affirmé, dans ce contexte, que son secteur œuvrera à accompagner les étudiants porteurs d'innovations et de créativité, à enregistrer leurs projets pour pouvoir être appuyés par un accompagnement du ministère délégué auprès du Premier ministère chargé de l'économie des connaissances et des start-up, en plus d'instaurer la culture d'innovation et de créativité au sein de la société et d'agir de manière à encourager la recherche scientifique au niveau des établissements de l'enseignement supérieur. Le ministre a souligné que la participation de son département à cet événement entre dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur qui soutient et encourage les clubs et les associations scientifiques, culturelles, sportives et artistiques des étudiants, lesquels contribuent, a-t-il dit, à créer une animation au niveau des établissements universitaires et imprimer une nouvelle dynamique, celle de la créativité et de l'innovation qui ouvre aux étudiants des perspectives plus larges et les motive davantage à plus d'initiatives. L'objectif vise à encourager les jeunes étudiants à gérer leurs projets selon une logique entrepreneuriale et à créer un esprit d'émulation et de compétition scientifique entre eux dans les différentes spécialités, a-t-il soutenu, indiquant que les étudiants, promoteurs d'idées, ont été formés et coachés par des enseignants spécialisés dans plusieurs domaines, à l'instar de l'esprit de conception, d'entrepreneuriat, de commercialisation et de modèle de business-plan, de leadership et autres.

H. B.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:18	12:31	16:23	19:56	21:36
CONSTANTINE	03:25	12:35	16:26	19:59	21:38
ALGER	03:37	12:50	16:41	20:14	21:54
OUARGLA	03:53	12:41	16:21	19:52	21:22
CHLEF	03:48	12:57	16:47	20:19	21:58
MOSTAGANEM	03:54	13:02	16:51	20:24	22:02
ORAN	03:58	13:05	16:54	20:26	22:03

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7021 — SAMEDI 19 JUIN 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	25°	19°
Oran	24°	19°
Constantine	40°	22°
Ouargla	45°	32°

RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES À BLIDA

Lancement de l'opération de réaménagement

Il est prévu qu'à la fin du mois de juin en cours, des travaux de réaménagent de 3 résidences universitaires à Blida en prévision de la nouvelle saison universitaire 2021/2022, et en application des mesures urgentes approuvées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. «Réformer le secteur des services universitaires», démarreront prochainement.



A cet égard, nous avons été informés que la wilaya de Blida a alloué 25 milliards de centimes pour restaurer la résidence n°1 pour les filles située au niveau du boulevard Ben Boulaid, et les résidences universitaires 1 et 2 situées dans la commune de ' Soumaa'.

Notons que l'ancienne résidence universitaire n°1, a été déjà restaurée, et est hors service depuis des années en raison de l'aménagement des suites résidentielles qui s'y trouvent, et les travaux qui seront lancés fin juin affecteront la réparation du restaurant avec le renouvellement de ses chambres froides et toitures, puis la construction d'un réservoir d'eau ainsi que l'aménagement extérieur.

En ce qui concerne la résidence universitaire n°2, elle est en très mauvais état, sachant que certaines ailes y ont été fermées en prévision du début des travaux, et les travaux sont censés démarrer prochainement, en sachant qu'une fois la résidence n°1 sera livrée, les étudiants se déplaceront au niveau de cette dernière, afin de continuer plus rapidement la restauration de la cité 2.

Le ministre, Abdel Baki Benziane , avait reconnu lors de sa dernière visite à Blida, la dégradation des conditions dans les résidences universitaires due aux accumulations depuis l'indépendance, mais a souligné que son département ministériel incarnerait un programme à court terme pour mener à bien les réformes dans le secteur des services universitaires, et dans ce cadre la restauration de 6 résidences universitaires à Blida avant la nouvelle entrée universitaire.

Afin de livrer les trois résidences mentionnées, le wali de Blida, Kamal Nouicer, a donné des instructions strictes aux responsables du secteur pour accélérer les travaux de préparation afin de livrer les installations avec le début de la nouvelle entrée universitaire. les installations de base commencent, après quoi les étudiants peuvent être hébergés et les installations secondaires peuvent être complétées plus tard. Il est à noter que le secteur des services universitaires à Blida, a vu la livraison de deux résidences au cours de l'année en cours 2021, dont la n°4 de 2000 lits au pôle universitaire d'El-Affroun, et à la résidence universitaire n°9 de 1000 lits au pôle universitaire de Soumaa au niveau du pôle de la commune de Guerrouaou.

T. Bouhamidi

PLAN ANTI-INCENDIE À BLIDA

13 tours de contrôle installées

LA CONSERVATION locale des forêts de la wilaya de Blida et dans le cadre de la mise en œuvre du plan incendie, a installé 13 tours de contrôle au niveau de la zone forestière du territoire de la wilaya de Blida.

Cette opération entre dans le cadre des préparatifs liés au dispositif de lutte contre les incendies de forêts et aussi dans le but d'assurer une intervention rapide des hommes de feu, les tours ont été installées au niveau de points noirs, enregistrant annuellement des départs de feux.

Dans le même dispositif d'intervention, la conservation des forêts a aussi procédé à l'installation d'équipes de première intervention, au milieu des espaces forestiers.

Ces dernières, sont dotées d'un effectif de plus d'une centaine d'ouvriers recrutés uniquement pour la saison, en priorité, parmi les habitants des zones montagneuses et mitoyennes aux forêts. Les équipes de première intervention, seront soutenues sur le terrain par 23 brigades mobiles, comptant 144 agents, pour sillonner l'ensemble du massif forestier du territoire de la wilaya de Blida. «Le rôle de ces derniers, c'est la découverte des départs des feux et l'empêchement de leurs propagations, en attendant l'arrivée des pompiers.» déclare un des responsables.

Dans le même ordre d'idée, la conservation des forêts de la wilaya de Blida, a procédé à l'aménagement de plus de 108 km de pistes montagneuse, pour faciliter l'intervention des agents de la protection et des forêts à l'extinction des incendies et le désenclavement des zones montagneuses. Avec toute cette mobilisation, pour parer à toute événement néfaste pour nos forêts, la conservation des forêt a employé un autre moyen pour mettre aussi au diapason tous les riverains des zones forestiers sur les dangers des feux de forêts, en lançant avec le soutien de la protection civile, une caravane de sensibilisation afin d'inciter les riverains à signaler tout incendie dés sa déclaration avant qu'il ne prenne de l'ampleur, afin de faciliter sa maitrise.

T. B.

LARBAÂ NATH IRATHEN

La fête des cerises est de retour

APRÈS quatre années d'absence, la fête des cerises de Larbaâ Nath Irathen est de retour cette année. Et c'est aujourd'hui que cette manifestation de trois jours prendra fin et à laquelle ont pris part une vingtaine de participants. Ce fameux fruit juteux et aux couleurs rougeâtre et jaunâtre n'est pas hélas à la portée des petites et moyennes bourses. En effet, le prix d'un kilogramme de cerise jugée de «qualité» proposé au client n'est pas moins de 1200, 00 DA. La cerise jugée de qualité «moindre» est proposée à 800, 00 DA. C'est pourquoi la cerise est considérée comme un fruit de «luxe». Il faut reconnaître que la cherté de ce fruit, pourtant en abondance en Algérie, est différemment expliquée. Pour certains, c'est la rareté de cerisier ; rareté due au changement du climat, qui fait que la production est minimale. En tout cas, les producteurs déclarent le prix qu'ils fixent est 600, 00 DA le Kg.

Toutefois, ce prix est celui de gros puisque leurs principaux clients ne sont autres que les commerçants. En somme, selon les producteurs, ce sont tout simplement les commerçants qui sont à l'origine de ces prix excessifs de la cerise. Il n'est pas moins vrai cependant que la production actuelle de la cerise est réduite comme une peau de chagrin. Au cours des décennies 1960, 1970 et 1980 les champs de cerisiers en Haute Kabylie étaient nombreux et immenses. De tout cela, il n'en reste qu'un tiers dans le meilleur des cas. Par ailleurs, faute d'entretien nécessaire, l'arbre cerisier n'est plus aussi productif qu'autrefois. Voilà un des paramètres, responsable de la disette et, par conséquent, de la cherté de la cerise, qui semble échapper aux critiques. Quant à cette fête des cerises de Larbaâ Nath Irathen, pour toutes ces raisons énumérées, elle a perdu son âme d'autrefois.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

BACCALAURÉAT

Un plan spécial pour la sécurisation des épreuves

LA GENDARMERIE nationale a mis en place un plan spécial à travers le territoire national pour la sécurisation et «le bon déroulement» des épreuves du baccalauréat 2021, prévues à partir de dimanche prochain, indique vendredi un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale. Un plan spécial a été mis en place qui prévoit «le déploiement des unités de la Gendarmerie nationale à travers le territoire de compétence, la mobilisation de brigades fixes et mobiles et l'intensification des patrouilles de contrôle du réseau routier notamment des unités héliportées en vue de fluidifier le trafic routier au niveau des axes menant aux centres d'examen», a précisé la même source.

Il s'agit essentiellement de «la sécurisation des centres d'impression et de transfert des sujets et de documents des examens aux centres de conservation des copies, ainsi que la protection et la sécurisation de l'opération de distribution des sujets d'examens à partir des centres de conservation vers les centres d'examens et l'accompagnement et la protection du transfert des copies de réponses vers les centres de collecte, de compostage et de codage puis vers les centres de correction.

Selon la même source, le plan vise également à veiller à fluidifier la trafic routier au niveau des axes menant aux centres d'examen, outre l'intensification des patrouilles près des centres pour sécuriser les lieux, garantir un climat de sérénité et assurer le bien-être des candidats.

Des brigades de protection des mineurs seront également mobilisées à proximité des centres d'examen pour leur apporter un soutien moral et psychologique, ajoute-t-on de même source.

Enfin, le Commandement de la Gendarmerie nationale met à la disposition des candidats le numéro vert 1055, la page Facebook «Tariki» et le site de pré-plaintes «ppgn.mdn.dz» pour tout renseignement ou signalement, conclut le communiqué.

M. D.